

## #5 – LE RECOURS AU CDD

Définition du contrat de travail à durée indéterminée aux **articles L1221-2 et suivants du Code du travail** « Le contrat de travail à durée indéterminée est la forme normale et générale de la relation de travail ».

### I. Les conditions de formes

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MENTIONS OBLIGATOIRES**

Mentions obligatoires entraînant la requalification du CDD en CDI	Mentions obligatoires n'entraînant pas la requalification du CDD en CDI (aucune sanction n'est prévue)
<ul style="list-style-type: none"><li>- La définition précise du motif (<b>Soc. 5 décembre 1989</b>) dont il appartient à l'employeur de prouver la réalité (<b>Soc. 15 septembre 2010</b>)</li><li>- Le nom et la qualification du salarié remplacé s'il s'agit du remplacement d'un salarié (<b>Soc. 30 avril 2003</b>)</li></ul> <p><b>Exemple :</b> la catégorie « personnel navigant commercial » comporte plusieurs qualifications telles qu'hôtesse et steward, chef de cabine, chef de cabine principal dont les fonctions et rémunérations sont différentes : dès lors, la seule mention de la catégorie de « personnel navigant commercial » dont relevait le salarié remplacé ne permettait pas au salarié engagé de connaître la qualification du salarié remplacé en sorte que les contrats à durée déterminée conclus pour ce motif étaient irréguliers (<b>Soc. 20 janv. 2021, n° 19-21-535</b>).</p>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La date de fin de contrat ou la durée minimale pour les contrats à terme incertain</li><li>- Le poste de travail occupé par le salarié</li><li>- L'intitulé de la convention collective applicable (<b>Soc. 26 octobre 1999</b>)</li><li>- La durée de la période d'essai le cas échéant</li><li>- La rémunération (<b>Soc. 16 février 2011</b>)</li><li>- Le nom et l'adresse de la caisse de retraite complémentaire (<b>Soc. 28 février 2001</b>)</li></ul>

### II. Les conditions de fonds

#### ▪ **Motifs de recours**

##### • **Principes directeurs**

⇒ **L1242-1** : Interdiction de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise

⇒ **L1242-2** : Doit être conclu pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire.

#### **1. Le remplacement**

⇒ **L1242-2**  
Admission des remplacements en cascade (**Cass. Soc. 22 novembre 1995**) : Telle personne remplace le poste d'un salarié qui lui-même remplace une autre personne.

Attention : Chaque salarié remplacé doit correspondre à 1 seul contrat (jurisprudence constante Cass. Soc. 23 janvier 2008)

= Autant de CDD qu'il y a de personnes remplacées (1 motif = 1 contrat).

**Loi du 5 septembre 2018 à titre d'expérimentation** : 1 seul CDD pour remplacer plusieurs CDD.  
Exemple : secteur sanitaire, médico-social.

**Cass Soc14 février 2018** : Un employeur peut avoir légitimement un besoin personnel de remplacer des salariés qui bénéficient de congés.  
→ Motif objectif de recours au CDD quand bien même un employeur pourrait recourir à un CDI.

## **2. Accroissement temporaire d'activité**

### a. Cas général

= Accroissement **temporaire** de l'activité et **non durable** (**Soc. 21 janvier 2004**).

**L1242-5 du CDT** : ne peut Ø avoir d'embauche en CDD dans les 6 mois suivants un licenciement économique.  
Le CDD reste possible pour une durée max de 3 mois.  
Le CDD reste possible s'il est lié à une commande exceptionnelle d'exportation.

### b. Cas spéciaux

- Survenance d'une commande exceptionnelle l'exportation
  - Exécution d'une tâche occasionnelle précisément définie et non durable
  - Travaux urgences nécessités par des mesures de sécurité
  - Surcroît temporaire d'activité
- Emplois saisonniers
  - CDD d'usage
  - CDD à objet défini
  - CDD conclu au titre de la politique de l'emploi

#### ▪ **Interdiction de recours**

- ⇒ Travaux dangereux
- ⇒ Remplacement d'un salarié gréviste
- ⇒ 6 mois après un licenciement pour motif économique

### III. La durée du CDD

Le CDD doit avoir un terme précis. Il peut également avoir un terme imprécis dans le cas où la cessation du contrat est liée à un événement futur et certain et dont la date est pour l'instant inconnue.

- Remplacement d'un salarié
  - En l'attente de l'entrée en service effective d'un salarié recruté en CDI
  - En cas de CDD saisonnier ou d'usage
- ⇒ Terme : **L1242-7**
  - ⇒ Durée maximale **L1242-8 et L1242-8-1**
  - ⇒ Renouvellement : **L1243-13**
  - ⇒ Délai de carence : **1244-1**

#### IV. La rupture du CDD

- Classiquement : Arrivée du terme, L1243-5
- Rupture avant le terme : liste limitative, L1243-1 et -2 :
  - Accord commun des parties : rupture amiable de droit commun et non par rupture conventionnelle homologuée
  - Force majeure
  - Faute grave
  - Inaptitude constatée
  - Conclusion d'un CDI dans une autre entreprise

= Indemnité de précarité égale à 10% de la rémunération totale brute.

##### Pas d'indemnité si :

- Le salarié refuse le CDI pour occuper le même emploi ou emploi similaire.
- Le salarié rompt le CDD de manière anticipé.
- Rupture anticipée pour faute grave ou en cas de force majeure.
- En cas de rupture du CDD au cours de la période d'essai.
- En cas de CDD saisonnier ou CDD d'usage.

##### À défaut de respecter la liste :

- Rupture illicite par le salarié : Paiement des dommages intérêts en fonction du préjudice subi.
- Rupture illicite par l'employeur : L'employeur devra verser des indemnités au moins égales à l'ensemble des salaires que le salarié aurait dû percevoir jusqu'au terme du contrat ainsi que les indemnités de fin de contrat classiques dues à la survenance du terme.

#### V. La requalification du CDD

- Requalification sanction = **L1245-1**
- **Depuis l'ordonnance du 22/09/2017 :** Méconnaissance de l'obligation de transmission du contrat ne saurait à elle seule entraîner la requalification du contrat à durée déterminée. Elle ouvre de droit pour le salarié une indemnité à charge de l'employeur qui ne peut être supérieure à un mois de salaire, **L1245-1**.

En cas de demande de requalification, l'affaire est devant le bureau de jugement. Si le CPH fait droit à la demande, indemnité ne pouvant être inférieure à 1 mois de salaire.

- Si la relation contractuelle se poursuit après l'échéance du terme, **L1243-11** : Qualification interprétation du contrat, requalification. Le salarié ne perçoit pas d'indemnité de requalification de **l'art. L1245-2**.